

# Counter-Islamophobia Kit

---

**Key National Messages – Belgium**

**Dr Elsa Mescoli**

**September 2018**

Countering Islamophobia through the Development of Best Practice in the use of Counter-Narratives in EU Member States.

## **CIK Project (Counter Islamophobia Kit)**

Dr Elsa Mescoli

Key National Messages

CERS, 2018

*This publication has been produced with the financial support of the Rights, Equality and Citizenship (REC) Programme of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of Dr Elsa Mescoli and can in no way be taken to reflect the views of the European Commission*



Co-funded by the Rights, Equality and Citizenship (REC) Programme of the European Union

---

Counter-Islamophobia Kit

---



## **About the CIK Project**

The *Countering Islamophobia through the Development of Best Practice in the use of Counter-Narratives in EU Member States* (Counter Islamophobia Kit, CIK) project addresses the need for a deeper understanding and awareness of the range and operation of counter-narratives to anti-Muslim hatred across the EU, and the extent to which these counter-narratives impact and engage with those hostile narratives. It is led by Professor Ian Law and a research team based at the Centre for Ethnicity and Racism Studies, School of Sociology and Social Policy, University of Leeds, UK. This international project also includes research teams from the Islamic Human Rights Commission, based in London, and universities in Leeds, Athens, Liège, Budapest, Prague and Lisbon/Coimbra. This project runs from January 2017 - December 2018.

## **About the Paper**

This paper is an output from the third workstream of the project which was centred on describe the key national messages pertaining to Islamophobia and countering-Islamophobia in each context considered in the framework of this project: Belgium, Czech Republic, France, Germany, Greece, Hungary, Portugal and United Kingdom. The key national messages, findings and toolkit, the Counter-Islamophobia Kit (CIK) will be disseminated to policy makers, professionals and practitioners both across the EU and to member/regional audiences using a range of mediums and activities.

©CIK

The CIK consortium holds copyright for the papers published under the auspices of this project. Reproduction in whole or in part of this text is allowed for research and educational purposes with appropriate citation and acknowledgement

Centre for Ethnicity and Racism Studies, 2018.

University of Leeds, Woodhouse Lane, Leeds, LS2 9JT, UK.

cik@leeds.ac.uk

[www.cik.leeds.ac.uk](http://www.cik.leeds.ac.uk)

## Résumé

L'étude des récits de haine à l'encontre des Musulmans et des contre-discours développés pour les combattre en Belgique amène à l'élaboration de cinq messages clés au niveau national, entendus comme arguments cruciaux à considérer dans la lutte contre l'islamophobie dans le pays. Ces messages émergent chacun du regroupement thématique de deux récits de haine et des relatifs contre-discours.

### Message clé 1:

*Contre le discrédit socio-culturel et politique des Musulmans, il y a besoin de banaliser l'appartenance religieuse et de valoriser l'expertise professionnelle des individus*

Récit de haine	Contre-discours
Les pratiques musulmanes doivent être sécularisées pour être acceptées dans les sociétés occidentales : de la pression sociale exercée par les non-Musulmans sur les Musulmans	Les Musulmans sont des professionnels experts
L'appartenance musulmane (revendiquée ou assignée) est un marqueur identitaire prioritaire : du discrédit intellectuel et politique de représentants musulmans	Être musulman est quelque chose de normal

### Message clé 2:

*Le féminisme musulman et les histoires diverses des femmes musulmanes nécessitent reconnaissance pour renverser les récits de haine basés sur le genre et visant le port de signes religieux*

Récit de haine	Contre-discours
Le port du voile est incompatible avec les valeurs occidentales et les normes locales	Le féminisme peut être musulman
La religion musulmane légitime des formes extrêmes d'oppression des femmes : sur la loi anti-burqa	Les histoires des femmes musulmanes sont diverses

### Message clé 3:

*L'Islam est compatible avec les valeurs européennes et fait partie de l'histoire et des cultures locales, tout comme les Musulmans sont membres de la population belge et ressources pour la société*

Récit de haine	Contre-discours
L'Islam menace les traditions belges	L'Islam est compatible avec les valeurs européennes
Brussels est en train de devenir une ville musulmane	Les Musulmans sont des ressources

### Message clé 4:

*Les Musulmans ne sont pas dangereux pour la société belge ; par contre, ils sont des partenaires pour trouver des solutions contre la radicalisation et le terrorisme*

Récit de haine	Contre-discours
Un processus de radicalisation des Musulmans est en cours en Belgique	Les Musulmans ne sont pas dangereux pour la société
L'Islam est (et les Musulmans sont) un problème pour les sociétés occidentales : sur les politiques anti-terrorisme et anti-radicalisation	Les Musulmans sont des partenaires pour les solutions

### Message clé 5:

*Les Musulmans sont des citoyens à part entière et des sujets autonomes qui revendiquent le respect de droits majeurs*

Récit de haine	Contre-discours
L'Islam est un objet facile de dérision : sur la déshumanisation des Musulmans par les récits dérisoires	Les Musulmans sont des sujets autonomes

**Message clé 1:**

*Contre le discrédit socio-culturel et politique des Musulmans, il y a besoin de banaliser l'appartenance religieuse et de valoriser l'expertise professionnelle des individus*

Différemment de la discrimination directe, la discrimination indirecte ou le harcèlement discriminatoire<sup>1</sup>, certains actes ou discours adressés aux Musulmans qui influencent leur vie quotidienne et les manières dans lesquelles ils vivent leur foi, ne sont pas identifiés par les organes publics qui luttent contre la discrimination ni, souvent, dénoncés par les Musulmans eux-mêmes, comme étant des actes ou discours racistes. En fait, ces actes ou discours façonnent une pression sociale qui s'exerce sur les Musulmans par différentes formes et qui fonctionne comme récit de haine en ce qu'elle questionne implicitement – et éventuellement elle arrive à réorienter – une variété de pratiques, normes et valeurs musulmanes. Cette pression sociale est exercée par un environnement majoritairement non-musulman dans lequel l'Islam et les coutumes qui y sont associées sont perçus comme déviants par rapport à la norme locale. Cette perspective prend forme à partir de la théorisation de Goffman sur le stigma social<sup>2</sup>, c'est-à-dire un processus de blâme qui se base sur une identité sociale assignée et sur un type spécial de relation entre attribut et stéréotype<sup>3</sup>. Les stéréotypes déterminent des attentes normatives sur le comportement et le caractère et ils laissent peu d'espace aux individus concernés pour s'exprimer. Les affirmations de chercheurs et politiciens musulmans (y inclus des femmes) font souvent l'objet d'un processus de discrédit qui les décrivent comme des revendications individuelles ou collectives qui ne seraient basées que sur des intérêts religieux, et qui ne correspondraient pas à des raisonnements complexes et légitimes. Outre cela, sur la scène politique certains partis ou mouvements et leurs représentants utilisent de manière récurrente des remarques discriminatoires à l'encontre des Musulmans pendant leurs campagnes électorales ou leurs activités politiques habituelles. Les politiciens et d'autres personnages publics musulmans sont interceptés – si pas directement visés – par ces remarques<sup>4</sup>. Cette discrimination consiste en une forme de micro-agression<sup>5</sup> d'intellectuels et politiciens musulmans dans les débats publics. Un processus de racialisation de l'identité musulmane<sup>6</sup> émerge, en ce que l'altérité est définie sur base d'une identité musulmane assignée<sup>7</sup>.

En réponse à la pression sociale exercée par l'environnement non-musulman sur les Musulmans en Belgique, de nombreuses actions démontrent le rôle des Musulmans en tant qu'acteurs actifs dans la sphère socio-économique de la société belge et elles prouvent qu'ils contribuent à cette sphère grâce également aux apports de leur appartenance religieuse. Le focus sur l'expertise professionnelle des Musulmans répond au fait que cette pression sociale a un impact principalement sur leurs expériences de travail, même si celles-ci ne sont pas les seules à être atteintes. L'outil des « histoire de succès » (*Success stories*) permet de donner visibilité à l'expertise

<sup>1</sup> Voir [https://www.belgium.be/fr/justice/victime/plaintes\\_et\\_declarations/discrimination](https://www.belgium.be/fr/justice/victime/plaintes_et_declarations/discrimination) pour une définition de ces trois formes de discrimination fournie par des organes étatiques, consulté le 20 Mars 2017.

<sup>2</sup> Goffman, E. 1963. *Stigma*. London: Penguin. Parmi les formes possibles de stigma social, Goffman définit celle qui est lié à la race, à la nation et à la religion comme « stigma tribal » (1975 : 13).

<sup>3</sup> Goffman, E. 1963: 2.

<sup>4</sup> Manço U. 2004. *Reconnaissance et discrimination: présence de l'islam en Europe occidentale et en Amérique du Nord*. Paris: Editions L'Harmattan; Zemni, S. 2011. The shaping of Islam and Islamophobia in Belgium. *Race & Class*. [Online]. 53(1), pp. 28-44, disponible online à l'adresse : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0306396811406781>, consulté le 14 Juin 2018.

<sup>5</sup> Solorzano D.G. 1998. Critical race theory, race and gender microaggressions, and the experience of Chicana and Chicano scholars. *International journal of qualitative studies in education*. 11(1): pp. 121-136

<sup>6</sup> Fassin, É. and Fassin, D. eds. 2006. *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*. Paris: La Découverte.

<sup>7</sup> Zibouh, F. 2013. Muslim political participation in Belgium: an exceptional political representation in Europe. In: Nielsen, J. *Muslim Political participation in Europe*. Edinburgh: Edinburgh University Press, pp. 17-33, p. 19.

des Musulmans. Il consiste en l'organisation d'événements publics dans lesquels des Musulmans qui « ont réussi » dans la société belge – principalement au niveau professionnel, mais aussi au niveau social (en termes d'activités qui influencent positivement le bien-être social) – ont la possibilité de raconter leur histoire. La médiatisation de ces activités rend possible de jeter lumière sur la diversité et de promouvoir un modèle de société au sein duquel la différence (religieuse) est valorisée comme une ressource.

Le message que l'identité est multiple et que la religion ne constitue qu'un parmi les facteurs qui la façonnent émerge contre la disqualification des acteurs musulmans et pour contrer le discours stéréotypant sur les Musulmans qui voit leur appartenance religieuse (revendiquée ou assignée) comme inévitablement influençant leur positionnement dans les débats politiques et intellectuels. Déplacer le focus sur d'autres facettes de l'identité musulmane – banalisant ainsi la composante religieuse – permet de prioriser le fait que les musulmans sont des acteurs démocratiques et en tant que tels, ils ont le droit d'accéder aux media. Accomplir ce droit constitue un moyen pour « normaliser les Musulmans », pour les rendre partie de la norme, même lorsqu'ils se positionnent dans une posture critique par rapport à certains faits de la société locale. Ce contre-discours devient opérationnel d'un côté au travers des outils mis en place pour lutter contre la discrimination. Le monitoring et la dénonciation du discours discriminant ou stéréotypant sur les Musulmans diffusé dans la politique et les media sont parmi ces outils. D'un autre côté, ce contre-discours fonctionne par la promotion d'individus musulmans sur la scène politique et dans des postes de responsabilité. L'inclusion systématique des Musulmans dans des débats qui concernent des questions de société contribuerait à « normaliser » la présence des Musulmans dans les champs concernés et à ne pas la considérer comme « une exception ». Rendre leur présence récurrente et visible, amènerait à focaliser non plus sur leur appartenance religieuse, mais plutôt sur leurs actions et discours qui ne se rapportent pas nécessairement à celle-ci. La participation politique des Musulmans est un moyen pour mettre leur expertise sur différents sujets à disposition de la communauté, et ceci constitue une opportunité pour réaffirmer le respect de la diversité.

#### Message clé 2:

*Le féminisme musulman et les histoires diverses des femmes musulmanes nécessitent reconnaissance pour renverser les récits de haine basés sur le genre et visant le port de signes religieux*

Le débat sur le port du voile s'est diffusé en Belgique au moins à partir de 1989<sup>8</sup>. Outre à avoir amené à l'adoption d'une loi anti-burqa, ce débat, encore présent aujourd'hui à différents niveaux du discours public et politique, a un impact concret sur les expériences quotidiennes des femmes musulmanes. Amnesty International<sup>9</sup> et un rapport récent d'ENAR<sup>10</sup>, soulignent la grande variété de discrimination dont les femmes musulmanes qui portent le voile en Belgique font l'expérience. De manière générale, on remarque « un sentiment de malaise par rapport au foulard », perçu comme « le signe d'un retour à la tradition ou du rejet de normes et valeurs occidentales »<sup>11</sup>. Les processus de racialisation qui sont au cœur de l'islamophobie sont caractérisées par une dimension profondément genrée<sup>12</sup> et les oppositions au port du voile émergent comme une forme diffuse de

---

<sup>8</sup> Fadil, N., El Asri, F. and Bracke, S. 2014. Chapter 5 Belgium. In: Cesari, J. ed. *The Oxford Handbook of European Islam*. Oxford: Oxford University Press, pp. 222-262, p. 226.

<sup>9</sup> Amnesty International (Amnesty). 2012. *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe*. London: Amnesty International.

<sup>10</sup> Mescoli, E. 2016. *Forgotten Women: The impact of Islamophobia on Muslim women in Belgium*. Brussels: ENAR.

<sup>11</sup> Fadil et al. 2014, p. 226, ma traduction.

<sup>12</sup> Fadil et al., 2014: 226; Bracke, S. 2007. *Féminisme en islam : intersecties*. In: Arteel, I., Müller, H.M., De Metsenaere, M. and Bossaert, S. eds. *Vrouw(on)vriendelijk? Islam feministisch bekeken*. Brussels: VUB-Press, pp. 13-38.

préjudice anti-immigrant<sup>13</sup>. Plus précisément, « la question de l’oppression des femmes, la neutralité, ou la nécessité d’un Islam ‘éclairé’ ou moderne, peuvent agir en défense de l’opposition au port du voile »<sup>14</sup>.

Contre ces discours, les femmes musulmanes promeuvent un féminisme musulman et la diversité de leurs histoires. Le féminisme musulman – également basé sur une relecture des textes sacrés – est un moyen pour revendiquer des valeurs partagées par les femmes, ainsi que les spécificités que ces valeurs assument en relation avec l’appartenance religieuse musulmane. Le droit d’être des actrices actives dans la société et d’avoir des ambitions professionnelles interagit avec l’affirmation de la féminité comme une expérience de vie aux multiples facettes qui peut inclure la religiosité. Garantir la liberté religieuse est nécessaire pour donner aux femmes musulmanes l’opportunité de jouir de ce droit. Appliqué au contexte belge, ce discours implique que la laïcité soit inclusive et qu’il n’y ait pas d’abus de la notion de neutralité, ainsi à ne pas contraindre la pratique de la religion. Parmi les outils possibles pour développer ce contre-discours et pour le rendre efficace, il y a les actions de promotions et les initiatives de coaching de et par des professionnelles musulmanes mises en place pour promouvoir leur présence dans la vie politique et pour développer des stratégies professionnelles réussies. La création de coalitions avec d’autres associations féministes est essentielle dans ce processus. Sont également cruciaux : la réaction à la discrimination des femmes musulmanes via la détection et la récolte de dossiers élaborés sur base de formes spécifiques de reporting ; les procès juridiques contre la discrimination et la création d’un « arsenal de loi » sur base d’actions en justice réussies et de litiges stratégiques ; les recommandations et les médiations plus générales pour éviter que la discrimination ne se reproduise.

#### Message clé 3:

*L’Islam est compatible avec les valeurs européennes et fait partie de l’histoire et des cultures locales, tout comme les Musulmans sont membres de la population belge et ressources pour la société*

La description d’une éventuelle « islamisation » des sociétés occidentales – y inclus l’Europe, la Belgique et Bruxelles plus spécifiquement – est basée sur un alarmisme concernant la supposée augmentation démographique exponentielle des Musulmans et concernant le fait que les normes politiques, économiques et sociales puissent changer pour s’adapter aux besoins et revendications des Musulmans. Ce récit est renforcé par la dénonciation de l’incompatibilité des traditions musulmanes avec celles du contexte national belge considérées comme originales, ainsi que par la description d’une menace que ces dernières soient éradiquées. La levée du sécularisme non-musulman dans ces discours est crucial pour atteindre les résultats envisagés<sup>15</sup>, c’est-à-dire la discrimination des Musulmans comme s’ils constituaient un segment séparé de la population locale et non pas une partie intégrante de celle-ci, et un segment à craindre. Le travail pour démanteler ce récit devrait comporter une posture différente pour y faire face, qui ressemblerait à quelque chose comme : « Bruxelles va devenir une ville musulmane, et alors ? ». Sans vouloir négliger les difficultés qui sont engendrées par la redéfinition dynamique des priorités culturelles des villes et des jeux de force au niveau de la cohésion sociale, le focus devrait être sur la légitimation que ce changement puisse avoir lieu.

Les contre-discours qui oppose la description de l’Islam comme étant une menace aux traditions belges a un focus double. D’un côté, ils soulignent la compatibilité, ancrée historiquement, de l’Islam avec la démocratie et la citoyenneté européenne. D’un autre côté, la proximité entre l’Islam et le Catholicisme qui est vu comme prédominant dans les pays européens est soulignée, déplaçant ainsi le contre-discours à l’intérieur de la sphère religieuse. Ce double focus se développe principalement via des initiatives d’information qui visent à

---

<sup>13</sup> Saroglou, V., Lamkaddem, B., Van Pachterbeke, M. and Buxant, C. 2009. Host society's dislike of the Islamic veil: The role of subtle prejudice, values, and religion. *International Journal of Intercultural Relations*. **33**(5), pp. 419-428.

<sup>14</sup> Fadil et al. 2014, p. 242, ma traduction.

<sup>15</sup> Zemni, S. 2011. The shaping of Islam and Islamophobia in Belgium. *Race & Class*. [Online]. **53**(1), pp. 28-44. [Accessed 17 April 2017]. Available from: <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0306396811406781>.

transmettre une connaissance sur l'islam, ainsi que via des événements interculturels conçus pour promouvoir le dialogue entre cadres culturels que l'on considère différents mais aussi convergents sur certains points<sup>16</sup>. Ce besoin de dialogue émerge de la composition multiculturelle de la société belge (et européenne) représentée à travers l'image d'une mosaïque. Dans ce contexte, les journalistes ont le rôle d'aller connaître la diversité des histoires dans l'islam et de faire entendre la voix des Musulmans contre les images stéréotypées qui le concernent.

Ce processus contribue à diffuser un message sur les Musulmans comme ressources pour le développement socio-économique et culturel de l'environnement local, et ceci agit particulièrement en réaction au discours sur l'islamisation de Bruxelles. Des initiatives qui soulignent la diversité de Bruxelles comme richesse impliquent la narration d'expériences qui valorisent la contribution effective des Musulmans à la société locale – également impliquant la mobilisation de fonds musulmans au profit de la collectivité locale générale. Etablir et renouveler les réseaux avec les parties prenantes qui sont actives au niveau culturel, politique et économique de contextes urbains tel que Bruxelles, rend possible de participer à un processus de renforcement de la diversité urbaine et de souligner le rôle des Musulmans dans celui-ci.

#### Message clé 4:

*Les Musulmans ne sont pas dangereux pour la société belge ; par contre, ils sont des partenaires pour trouver des solutions contre la radicalisation et le terrorisme*

Le récit sur la présumée radicalisation de Musulmans en Belgique présuppose souvent une association latente entre l'islam et le terrorisme diffusée dans l'opinion publique, ainsi que la croyance que les Musulmans puissent être facilement amenés, via le discours religieux<sup>17</sup>, à enfreindre les lois locales. La manipulation des résultats de certaines recherches supporte ce message véhiculé par les media. Certaines villes belges en particulier sont sous les projecteurs et décrites comme des « foyers de radicalisation », ce qui dessine un imaginaire atour d'elles comme étant des « nids » où les Musulmans rigidifieraient graduellement leur foi et pratique religieuse et l'associeraient à un discours et une action politiques violents. Raids et arrestations menées régulièrement par la police belge dans ces zones contribuent au climat de peur envers les Musulmans belges<sup>18</sup>. L'imaginaire et les craintes atour des groupes musulmans violents et militants ne constituent pas une question liée exclusivement à des événements récents, car en effet ils sont enracinés dans le passé et alimentent une panique morale locale<sup>19</sup>

---

<sup>16</sup> Dans ces événements ou formations sur la diversité et le dialogue interculturel, l'islamophobie peut émerger parmi les sujets spécifiques des exemples adressés. Ce genre de formations vise également à faire en sorte que les participants déconstruisent leur regard sur les Musulmans.

<sup>17</sup> Ce discours prendrait la forme de tendances fondamentalistes qui se développeraient en Belgique et qui auraient un succès relativement important grâce aux capacités organisationnelles de leurs promoteurs (Maréchal, 2008. Courants fondamentalistes en Belgique. *Journal d'étude des relations internationales au Moyen-Orient*. 3(1), pp. 65-78, p. 66). Ces tendances auraient graduellement pris forme à partir d'un revival piétiste de l'islam diffusé dès les années 1970, qui aurait ensuite acquis une portée socio-politique au travers des activités des réseaux locaux des Frères Musulmans (Maréchal, 2008: 67-68). Le Salafisme et le néo-Salafisme aurait intégré ce processus plus récemment, durant les années 1990 (Maréchal and Al-Asri, 2012. *Islam belge au pluriel*. Louvain: Presses Universitaires de Louvain, p. 201) et au début des années 2000, lorsque certains jeunes Musulmans rentrèrent en Belgique après avoir étudié à l'Université de Médina (ou en Jordanie, Maréchal, 2008 : 73). Le CIC (Centre Islamique et culturel de Bruxelles – Mosquée du Cinquantenaire) aurait eu un rôle crucial dans la promotion du discours radical sous l'influence de l'Arabie Saoudite (voir <http://www.levif.be/actualite/belgique/menaces-sur-l-islam-institutionnel-de-belgique/article-normal-450069.html>, consulté le 18 juin 2018).

<sup>18</sup> Easat-Daas, A. 2015. Belgium. Dans: Bayrakli, E. and Hafez, F. eds. *European Islamophobia Report*. Istanbul: SETA, pp. 49-69, p. 55.

<sup>19</sup> Fadil et al., 2014: 226.



par la création d'une « question/problème musulman(e) »<sup>20</sup>. Dans ce contexte, les politiques anti-terrorisme et anti-radicalisation contribuent à façonner un environnement de haine envers les Musulmans, ce qui détermine des effets concrets sur leur vie quotidienne. Dans un rapport récent<sup>21</sup>, Unia a analysé l'impact des attaques terroristes et des politiques adoptées pour lutter contre le terrorisme sur le nombre et type de plaintes concernant les Musulmans collectées par cet organisme et associées soit à un climat de peur généralisée, soit à des mesures précises. Egalement, la pratique du profilage ethnique a fait l'objet d'une enquête récente de la Ligue des droits de l'homme en Belgique (LDH) qui a mis en évidence que les contrôles d'identités sont beaucoup plus nombreux parmi les minorités ethniques qu'au niveau de la population globale et que plus souvent, dans ces cas, ils incluent des fouilles corporelles<sup>22</sup>.

Un contre-discours sur les Musulmans comme étant non dangereux pour la société locale – même lorsqu'ils sont des profonds croyants – émerge pour combattre le discours sur la radicalisation des Musulmans. Il jette lumière sur les manières des Musulmans de vivre leur foi qui sont situées contextuellement *en* Belgique et qui façonnent un Islam *de* Belgique. La participation des Musulmans dans le processus de dé-radicalisation (ou de prévention de la radicalisation) de jeunes musulmans consiste aussi à contribuer à la cohésion sociale de manière plus générale, contre la stigmatisation des jeunes musulmans et l'exclusion de la société locale, facteur qui est considéré comme un levier de l'action violente. Contre un discours sur l'Islam et les Musulmans comme étant des problèmes pour les sociétés occidentales, les Musulmans se positionnent comme partenaires pour les solutions, comme « opportunités positives » pour lutter contre le terrorisme. Par conséquent, il est crucial de diversifier la configuration des équipes qui travaillent sur cette question, en incluant des membres musulmans et/ou des membres généralement sensibles à la diversité. Ce travail doit être accompagné par un processus de monitoring de la propagande médiatique et par des actions de lobbying qui assurent que les mesures anti-terrorisme et anti-radicalisation ne soient pas stigmatisantes.

#### Key national message 5:

*Les Musulmans sont des citoyens à part entière et des sujets autonomes qui revendiquent le respect de droits majeurs*

Les messages diffusés par Internet et par d'autres media qui contiennent des éléments incitant à la discrimination, à la haine ou à la violence restent prépondérants<sup>23</sup>. De plus, les récits de haine sont diffusés à travers différentes formes de dérision. Souvent la loi ne poursuit pas les auteurs, et ce au nom de la liberté de pensée et de son implémentation dans le domaine des media (de la presse en particulier). Des cas bien connus, telle que la publication de vignettes représentant le prophète Muhammad dans le journal danois Jyllands-Posten en 2005 et dans le journal satirique français Charlie Hebdo (plusieurs numéros de 2006 à 2015) marquent des moments cruciaux dans un processus de légitimation d'autres actions similaires qui se produisent également en Belgique. Des récits dérisoires qui visent les Musulmans sont diffusés particulièrement en Flandre, où par exemple certains dessins dits humoristiques publiés à la rentrée scolaire en 2015 montraient des représentations racistes des enfants musulmans. Ces images contribuent à alimenter un processus plus large de criminalisation des Musulmans : « les jeunes Musulmans sont contraints dans un cycle de discrimination et

---

<sup>20</sup> Norton, A. 2013. *On the Muslim question*. Princeton: Princeton University Press; Fernando, M. L. 2014. *The republic unsettled: Muslim French and the contradictions of secularism*. Durham: Duke University Press; Hajjat, A. et Mohammed, M. 2013. *Islamophobie. Comment les élites françaises construisent le « problème musulman »*. Paris: La Découverte.

<sup>21</sup> See [http://unia.be/files/TERAD\\_Fr.pdf](http://unia.be/files/TERAD_Fr.pdf), publié en Juin 2017.

<sup>22</sup> Human Rights League in Belgium (LDH). 2016. *Contrôler et punir? Etude exploratoire sur le profilage ethnique dans les contrôles de police : paroles de cibles*. Brussels: LDH, p. 23.

<sup>23</sup> Centre Interfédéral pour l'égalité des chances (UNIA). 2015. *Le travail du centre exprimé en chiffres pour l'année 2014*. Brussels: UNIA, p. 31.

criminalisation qui n'est pas une injustice en soi, mais qui [...] intensifie des perceptions d'insécurité déjà répandues parmi la population en générale »<sup>24</sup>.

Certains messages et crimes de haine à l'encontre des Musulmans diffusés par internet fomentent des attaques contre les mosquées. Les conflits autour des mosquées émergent aussi comme des protestes individuelles et collectives contre la construction de nouvelles mosquées ou contre leur utilisation comme lieux de culte<sup>25</sup>. Ces actions montrent qu'en dépit de son intégration formelle parmi les religions officielles de la Belgique – et en dépit de certaines formes de citoyenneté « accordées » aux Musulmans ("*forms of 'citizenization' of Muslims*") – l'Islam n'est pas encore, en soit, pleinement reconnu ("*citizenize[d]*")<sup>26</sup> dans le pays. Les Musulmans bénéficient de formes encore imparfaites de citoyenneté, en particulier s'ils sont issus de la migration, et cela semble légitimer l'émergence de récits de haine visant leurs lieux de culte.

En réponse à la déshumanisation des Musulmans par des récits dérisoires, un discours sur les Musulmans comme sujets autonomes se développe. Ce discours prend la forme d'un ensemble de pratiques visant l'empowerment des Musulmans, afin de leur donner l'opportunité d'avoir une voix dans les débats en question. Par exemple, pendant les processus de médiation de questions et expériences controversées, il est fondamental de réunir « autour de la table » toutes les parties concernées afin d'essayer d'expliquer les intentions et émotions de chacune et de prendre conscience par rapport à celles-ci. Une autre manière de donner voix aux Musulmans dans une des sphères sociales au sein desquelles cette déshumanisation se produit principalement (les media) consiste dans le développement de journalisme religieux, ou d'autres formes de media communautaires, incluant aussi des initiatives privées établies via les media sociaux pour échanger expériences, initiatives et idées (pour l'empowerment des femmes musulmanes, par exemple). Contrer la déshumanisation des Musulmans veut aussi dire viser le cyber-haine, par le moyen d'un reporting systématique de messages de haine rencontrés sur le net.

La considération – discriminante – de la citoyenneté des Musulmans comme étant imparfaite est adressée en rappelant les droits civiques qui sont à l'origine des revendications des Musulmans, rendant ainsi le droit prioritaire sur la culture, plutôt que l'inverse. Cette perspective, bien qu'elle prenne forme au départ de demandes de l'ordre du religieux comme prétextes pour des réflexions ultérieures, rend possible de désengager ces demandes de leur caractère religieux, ainsi à focaliser l'attention sur les revendications générales (et majeures) qu'elles amènent. L'outil du « plus grand dénominateur commun »<sup>27</sup>, inspiré par les recommandations du Conseil d'Europe<sup>28</sup> et appliqué par Unia, entre autres<sup>29</sup>, agit précisément dans cette direction. De manière générale, il est fondamental de valoriser la différence et de développer une stratégie de diversité.

---

<sup>24</sup> Fekete, L. 2004. Anti-Muslim racism and the European security state. *Race & Class*. **46**(1), pp. 3-29, p. 12, ma traduction. Voir aussi Zemni, S. 2011.

<sup>25</sup> Voir Dassetto, F. and Ralet, O. 2010. Mosques and minarets: tension, assertion and negotiation. Some Belgian cases. Dans: Allievi, S. ed. *Mosques in Europe. Why a solution has become a problem*. London: Alliance Publishing Trust, pp. 53-88. Unia aussi a récemment publié un rapport coordonné par Corinne Torrekens sur la construction de la mosquée de Fléron-Retinne (voir [https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties\\_docs/FR - Intro-rapport-ccl\\_Compil%C3%A9\\_DEF\\_\(2\).pdf](https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties_docs/FR_-_Intro-rapport-ccl_Compil%C3%A9_DEF_(2).pdf), consulté le 18 Juin 2018).

<sup>26</sup> Allievi, S. 2009. *Conflicts over Mosques in Europe: Policy Issues and Trends*. London: Alliance Publishing Trust, p. 89.

<sup>27</sup> Bouzar D. and Bouzar L. 2009. *Allah a-t-il sa place dans l'entreprise ?* Paris: Albin Michel; Bouzar D. and Bouzar L. 2010. *La République ou la burqa, les services publics face à l'islam manipulé*. Paris: Albin Michel.

<sup>28</sup> *Institutional accommodation and the citizen: legal and political interaction in a pluralist society*, Trends in social cohesion, No. 21, Council of Europe Publishing, 2009, disponible online à l'adresse: [http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/Trends/Trends-21\\_en.pdf](http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/Trends/Trends-21_en.pdf), consulté le 18 juin 2018.

<sup>29</sup> Le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI) a eu un rôle actif dans la formulation et adoption de cette méthodologie en Belgique (voir Bouzar, D. and Denies, N. 2014. *Diversité convictionnelle: comment l'appréhender? Comment la gérer?* Louvain La Neuve: Academia L'Harmattan).

À côté de cette route, la priorisation des droits sur la culture amène aussi au renforcement de l'application des droits contre la discrimination et à l'établissement de procédures de loi standardisées basées sur la reconnaissance des droits individuels et sur l'exemple de cas concrets. Ceci présuppose également d'habiliter la police locale à enregistrer des actes islamophobes. Le support concordé entre des associations différentes concernant un même cas de loi contribue à créer des possibilités ultérieures de succès, lorsque des luttes différentes convergentes contre la compétition des victimes.

## À propos de la recherche

Le projet Counter Islamophobia Kit était composé de deux phases de recherche principales : la première portait sur les récits de haine diffusés dans les pays concernés et la deuxième sur les contre-discours développés pour les adresser. Chaque phase a abouti dans l'élaboration d'un rapport pour chaque pays<sup>30</sup>.

Le but du premier rapport pour la Belgique – disponible à l'adresse <https://cik.leeds.ac.uk/publications/workstream-1-dominant-islamophobic-narratives-belgium/><sup>31</sup> – est de décrire et analyser les contenus discursifs de l'islamophobie et les formes qu'elle prend dans le pays. Cette recherche prend en compte la littérature diffusée localement par les institutions, les chercheurs et les associations. Elle introduit aussi certaines informations générales sur les Musulmans en Belgique au niveau sociodémographique, soulignant les formes principales de la participation. Partant du présupposé que l'islamophobie se développe et agit dans des environnements qui ne sont pas neutres et qui influencent les manières dont les attaques contre les Musulmans se déploient, le rapport illustre la formation de la haine antimusulmane en Belgique à travers une perspective diachronique, qui considère le passé récent et l'époque contemporaine. Ensuite, le rapport présente une description détaillée des principaux récits de haine contre les Musulmans diffusés en Belgique et *in fine* le classement de ceux-ci dans une liste selon leur prédominance, importance, impact et/ou couverture. Les sources principales des données sur lesquelles ce rapport est construit incluent : statistiques d'agences étatiques, dossiers et bases de données (principalement provenant du Centre interfédéral pour l'égalité des chances – Unia), rapports d'associations locales ou d'ONG internationales (du Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique – CCIB, Muslim Rights Belgium – MRB, Amnesty International entre autres) ; rapports d'organismes européens (la Commission Européenne contre le racisme et l'intolérance – ECRI et Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne – FRA). Un rapport de recherche précédent a également fourni certaines données<sup>32</sup>.

Le deuxième rapport sur la Belgique – disponible à l'adresse <https://cik.leeds.ac.uk/publications/workstream-2-dominant-counter-narratives-to-islamophobia/dominant-counter-narratives-to-islamophobia-belgium-ws2/> – introduit l'analyse des matériaux collectés grâce à une enquête ethnographique menée en Belgique sur les contre-discours développés envers les récits de haine visant les Musulmans. Le but est de fournir une description de bonnes pratiques implémentées pour lutter contre l'islamophobie dans le pays, mobilisant des outils et des messages qui visent le renversement du discours et de la pratique racistes qui affectent les Musulmans. Ce rapport est issu d'une activité de terrain menée entre Avril et Novembre 2017 parmi des acteurs sociaux qui traitent de l'islamophobie en Belgique. Des entretiens semi-directifs et l'observation participante de certaines activités du réseau ou de séminaires portaient sur le rôle de l'acteur concerné et/ou de l'organisation d'affiliation dans la lutte directe contre l'islamophobie, quand cela était parmi les actions mises en place, ou indirecte, par exemple dans le cas d'associations travaillant sur des sujets corrélés. L'étude et la classification des contre-discours identifiés se base sur la considération de la connexion entre chacune de ceux-ci et le récit de haine auquel elle répond, parmi ceux qui ont été décrits dans la phase précédente de cette recherche.

---

<sup>30</sup> Ainsi que d'un rapport comparatif.

<sup>31</sup> L'auteure des deux rapports est Elsa Mescoli, chercheuse postdoctorale et maître de conférences au CEDEM – Centre d'études de l'ethnicité et des migrations, Faculté des Sciences Sociales, Université de Liège (Belgique), [E.Mescoli@uliege.be](mailto:E.Mescoli@uliege.be).

Author of this report and the second one on Belgium: Elsa Mescoli, postdoctoral researcher and Lecturer Assistant at CEDEM – Centre for Ethnic and Migration studies, Faculty of Social Sciences, University of Liege (Belgium), [E.Mescoli@uliege.be](mailto:E.Mescoli@uliege.be).

<sup>32</sup> Mescoli, E. 2016. Ce rapport était issu d'un court terrain de recherche (Octobre-Décembre 2015) mené dans plusieurs villes belges parmi lesquelles Bruxelles et Liège.

